



COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

SAMEDI 12 DECEMBRE 1981

N° 141

PRIX : ANTILLES 2 F
FRANCE 3 F

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

Editorial

INCIDENTS ENTRE
DOMINICAINS ET
GUADELOUPEENS

C'EST LE POUVOIR BLANC QUI DIVISE LES NOIRS PAUVRES

Samedi après midi, 5 décembre, un petit commerçant de Boissard, guadeloupéen, abattait d'un coup de fusil un malfaiteur dominicain, qui avait semble-t-il tenté de le voler à main armée.

Le soir, l'épicerie du commerçant était saccagée par des Dominicains en colère. Ces derniers récidivèrent le dimanche en mettant à sac l'appartement de ce même commerçant. Cet incident grave opposant Guadeloupéen et Dominicain, n'est fort malheureusement que le dernier en date d'une série quasi quotidienne de faits de ce genre en Guadeloupe.

Dans les quartiers pauvres et les bidonvilles de Pointe-à-Pitre, et des Abymes, la colère gronde des deux côtés.

La population guadeloupéenne de ces quartiers rend les jeunes Dominicains responsables des vols, crimes et agressions en tous genres qui se multiplient. Et il est vrai que même les délinquants et malfaiteurs guadeloupéens n'ont plus aujourd'hui le monopole des larcins, crimes, viols et agressions. De nombreux jeunes Dominicains, émigrés, misérables, chômeurs, partagent aujourd'hui avec eux, la paternité du petit même du grand banditisme que l'on connaît en Guadeloupe.

Le plus souvent, leurs victimes se trouvent être, non pas les riches, les nantis mais des pauvres comme eux. Cela s'explique par le fait que les émigrés, Dominicains vivent pour la grande majorité d'entre eux, dans les quartiers pauvres.

C'est ce qui explique aussi que le problème se pose avec tant d'acuité particulièrement dans les bidonvilles et les quartiers pauvres.

Et ce n'est pas un hasard si, ce sont dans ces mêmes quartiers : Boissard, Cour Zamia, Lacroix, Vieux Bourg Abymes, que l'on retrouve les signes évidents de la misère : insalubrité, manque d'eau et d'électricité, promiscuité, maladies du sous-développement, chômage, prostitution, drogue.

Les drames de la misère se succèdent à un rythme infernal dans ces « ghettos » de noirs pauvres. Ils font d'ailleurs quotidiennement la UNE de France-Antilles, journal à sensation, s'il en est...

Voilà donc le cadre dans lequel se développent les incidents

Suite page 4

GUADELOUPE : A NORELEC : UN RACISME DIGNE DES BLANCS D'AFRIQUE DU SUD OU D'ALABAMA

Les ouvriers de l'entreprise Norelec ont fait 24 heures de grève vendredi 4 décembre pour protester contre le licenciement d'un de leurs camarades.

Ce qui est reproché à ce travailleur c'est d'avoir remis à sa place une patronne blanche : madame Duclos.

Mme Duclos ainsi que son mari sont propriétaires d'un immeuble qui se trouve à Jarry. Dans cet immeuble, se trouve un local qui est aménagé pour l'ouverture d'une banque. C'est dans ce local que la Norelec a envoyé des travailleurs pour l'aménagement d'installations électriques. Mercredi 3 décembre, madame Duclos se présente dans le local dans une tenue de plage voire de camp de nudisme, ce qui lui attira les réflexions d'un ouvrier de Norelec. Madame Duclos acceptant mal les commentaires de ce travailleur, lui a fait savoir qu'elle était patronne et propriétaire du local.

Cette patronne blanche croyait ainsi rappeler à l'ordre un ouvrier nègre à son service. Mais les choses n'en restèrent pas là. L'ouvrier en a profité pour lui dire tout ce qu'il avait sur le cœur en dénonçant le comportement raciste des patrons blancs qui viennent en Guadeloupe s'engraisser sur le dos des travailleurs noirs. Il lui dit qu'il en avait assez de ceux qui viennent de 7000 km se dorer au soleil, empêcher de l'argent, et qui se croient en pays conquis. Il lui a dit aussi avec colère de retourner dans son pays !

Madame Duclos n'a pu supporter toutes ces vérités et elle a adressé un rapport à la direction de l'entreprise Norelec. Bien entendu les patrons de cette entreprise qui sont aussi tous des blancs ont pris le parti de leur amie blanche et ont licencié l'ouvrier sans indemnité.

Les travailleurs ont riposté tout de suite en se mettant en grève. Le conflit



Des inscriptions racistes (Guadeloupe) à la discrimination dans les toilettes (USA). Certains rêvent-ils d'en arriver là ?

n'est pas allé plus loin car le travailleur concerné a décidé de démissionner après avoir perçu ses indemnités.

Il a déclaré qu'il était à bout et qu'il ne pouvait plus supporter le mépris raciste des patrons blancs et qu'il risquait de riposter violemment s'il restait dans l'entreprise. Il a donc préféré abandonner son travail après 5 ans de service.

Voilà donc le comportement des blancs aux Antilles. Regarder une femme blanche ou lui faire des réflexions peut occasionner la perte de son emploi à un noir pauvre. Est-ce l'Afrique du Sud ou l'Alabama que veulent imiter une fraction des Blancs aux Antilles ? En tout cas, une telle attitude ne peut qu'alimenter la colère et la haine des Noirs pauvres.

On comprend l'attitude du travailleur

qui a déclaré préférer quitter le travail plutôt que d'être poussé à commettre des actes dont il ne pourrait assumer toutes les conséquences, tant était révoltante l'attitude des blancs.

Mais bien d'autres n'auraient pas eu ou n'auront pas autant de sang-froid dans l'avenir face à l'accumulation énorme de gestes et de propos racistes.

Et les voies que prendra la colère des Noirs en Guadeloupe, est difficilement imaginable à l'heure actuelle. Car comme dans tous les pays où domine le pouvoir blanc raciste, c'est l'accumulation au fil des années de gestes et de propos racistes à l'égard des Noirs qui constitue la matière explosive énorme qui se retourne un jour contre les Blancs du pays.

S'ORGANISER CONTRE LES AGRESSIONS, OUI, MAIS COMMENT ?

Après les agressions commises dans les quartiers pauvres de la région de Pointe-à-Pitre, des Guadeloupéens de ces quartiers, ont décidé de s'organiser pour se défendre. Ils mettent sur le compte des Dominicains la plupart des agressions commises. Certaines sont effectivement perpétrées par des jeunes dominicains, délinquants, il est vrai. Mais, pas toutes, loin de là.

Mais il n'en faut pas plus pour que beaucoup n'hésitent pas à s'en prendre à toute la communauté dominicaine sans distinction.

Cependant, on peut comprendre la crainte de la population des quartiers pauvres face au danger d'agression permanent, au danger de vol, de viol. Il est donc légitime qu'elle s'organise pour faire face à ce problème comme il est légitime qu'elle s'organise face aux problèmes posés par l'insalubrité et autres problèmes de la vie courante qui se posent à eux.

Que la population prenne en mains sa

propre sécurité, sa propre défense, elle en a parfaitement le droit.

Elle a raison, à chaque fois qu'elle en a la possibilité d'organiser sa propre défense et sa propre sécurité.

Que des comités se créent en ce sens au sein de la population est une bonne chose. Mais dans ce cas précis, il serait bon que dans les quartiers, où le problème se pose, les noirs pauvres de Guadeloupe appellent à se joindre à eux ceux

de la Dominique qui veulent les aider à se défendre contre les agressions y compris celles qui proviennent aussi de malfaiteurs dominicains.

Car le véritable problème n'est pas de mettre sur pied des comités « anti-dominicains » mais des comités pour se défendre et se protéger et aussi pour décourager les éventuels agresseurs en tous genres de tous poils, de toutes nationalités.

LES GANGSTERS EN CRAVATE ET COMPLET VESTON... ET LES AUTRES.

Il y a en Guadeloupe une catégorie de gangsters, dont on ne voit jamais la photo en première page de France-Antilles et à l'égard desquelles, on conserve politesse et égards de toutes sortes. Car ces voleurs en cravate et complet veston, sont du monde bourgeois, voyez-vous. Certains ont été découverts, d'autres poursuivent à l'abri leurs larcins distingués. L'affaire de la SODEG a levé un petit voile sur tout ce beau monde... mais un tout

petit voile seulement.

Il est bien plus facile de s'en prendre au petit gangster noir pauvre dominicain, guadeloupéen, ou autre et de leur faire porter le chapeau de « tout ce qui ne va pas en Guadeloupe »...

Selon que vous serez noir pauvre ou riche, ou blanc, le crime sera plus ou moins odieux, ou acceptable.

SUCCES DU GALA EN MARTINIQUE ET EN GUADELOUPE



Plus de 600 personnes étaient présentes à notre gala le samedi 5 décembre à la salle de la Red Star.

De nombreux travailleurs des villes, des campagnes, des entreprises, des jeunes des quartiers, des sympathisants, avec leur famille, composaient une assistance gaie et chaleureuse. L'ambiance était de mise avec des artistes qui ont donné de leur meilleur.

Durant le spectacle qui a duré plus de deux heures, chacun a pu apprécier le gro'ka, la danse, la poésie, les chants, avec Atica, Oyane Mupangui, Juravert; et Cosaque. Ce dernier a clôturé le spectacle dans un enthousiasme extraordinaire !

La soirée s'est terminée à 3 heures et demie du matin avec l'orchestre Malanga, un orchestre composé essentiellement de jeunes dynamiques et entraînants.

Au cours de la soirée, les participants ont pu déguster les différents plats du restaurant. Ils purent également assister à une projection de diapositives sur « l'origine de la vie », et acheter des livres intéressants.

La politique était aussi présente dans cette soirée. L'intervention d'une camarade sur la situation politique et sociale

en Guadeloupe, fut écoutée attentivement. De nombreux panneaux politiques retraçant les événements importants de la lutte contre l'oppression, et l'exploitation dans les différentes entreprises où nous intervenons, attirèrent tous les regards. Dans la salle chaudement décorée, apparaissaient nos mots d'ordre politiques, sur plusieurs banderoles : « A bas l'oppression de la femme », « Pas de socialisme sans liberté », « A bas les privilèges des blancs en Guadeloupe » « Pour un état des Noirs pauvres indépendant des Blancs et des riches »... etc.

Le succès remporté pas ce gala atteste de la grande sympathie que nous portent ceux qui achètent notre journal régulièrement et les travailleurs qui nous trouvent régulièrement à leurs côtés dans leurs luttes. Ce sont 600 personnes qui se sont déplacées pour passer non seulement une soirée agréable, mais aussi pour discuter de la lutte contre le colonialisme et l'exploitation patronale). Cela prouve que nos idées trouvent un écho favorable dans une fraction non négligeable de la population.

Et les nombreuses personnes qui ont acheté leurs cartes mais qui n'ont pu

venir au gala nous les comptons aussi parmi ceux qui nous soutiennent. Pour ce 7ème gala comme pour les précédents, de nombreux artistes se sont produits bénévolement, ce qui est une forme d'aide précieuse que nous apprécions particulièrement.

Tous ceux qui ont participé à notre gala ont exprimé leur satisfaction. Nous leur donnons rendez vous au gala de 1982 en souhaitant que le public soit encore plus nombreux.

M.V.

buer à en faire un succès.

Et le fait que ces centaines de personnes ont été là sont aussi un encouragement. Car le gala de C.O. est bien plus qu'un gala, c'est aussi une fête politique où se rassemblent plusieurs centaines de travailleurs, sympathisants de notre tendance ou lecteurs de notre journal. Et s'ils ont pu déguster nos spécialités traditionnelles comme les marinades d'ourins ou le ti-nain morue, ou nouvelles comme les brochettes de lambis, les participants au gala ont pu aussi acheter des livres à notre stand librairie, ou encore lire les panneaux exposant notre programme ou montrant nos activités d'entreprise.

Pendant le gala où se produisirent Tchimbé Raid, The Great Connection, Gaoulé, on a remarqué la prestation plus particulière de Percussion et celle de Joby Bernabé.

La soirée s'est terminée avec le bal animé par E + jusqu'à 2 heures du matin.

Au total, un bon gala à recommencer l'an prochain. Et d'avance nous donnons rendez-vous à nos amis et sympathisants pour le gala de 82.

Le gala de Combat Ouvrier en Martinique a eu lieu le vendredi 4 décembre dans la salle du Terpsychora au Lamentin.

Malgré la grève de l'essence, il y a eu plusieurs centaines de personnes pour se retrouver avec nous au 5ème gala de Combat Ouvrier en Martinique et contri-

VOIX DES LEP

Voilà déjà 8 jours que nous avons repris les cours. Tout semblait être pour le mieux. Mais... nous avons constaté que l'essentiel n'a pas été fait.

Par exemple :

- en maçonnerie, en électricité, en plomberie ; l'outillage nécessaire n'a pas été acheté.

- les machines à écrire réparées récemment ne fonctionnent pas de façon satisfaisantes, elles continuent à tomber en panne tellement elles sont vieilles.

- l'étanchéité de l'atelier n'a toujours pas été réalisée. Les peintres et les menuisiers par exemple travaillent dans une mare d'eau.

Quant aux métalliers eux, ils ne peuvent pas travailler, les machines qu'ils devraient utiliser se trouvent au milieu

d'une nappe d'eau.

Camarades du LEP, nous sommes tous et toutes concernés par ces problèmes qui existent depuis 11 ans dans cet établissement. Et depuis 11 ans Abaul dirige le LEP. On dirait qu'il n'a jamais pris conscience des problèmes, ni tenu compte des grèves et des revendications concernant l'établissement.

Nous élèves du LEP, nous sommes des futurs travailleurs et travailleuses.

C'est ici que nous préparons notre avenir et aussi celui de la Martinique.

Car c'est à nous jeunes d'aujourd'hui de nous battre pour tirer notre pays dans la situation où il se trouve.

C'est pourquoi Voix des LEP vous invite tous à prendre conscience des problèmes que nous dénonçons ici. A met-

tre Abaul l'irresponsable qui nous sous-estime, devant ses devoirs de chef d'établissement. A mettre Chaudet l'homme aux multiples promesses devant ses responsabilités.

Camarades, montrons à Abaul, Chaudet et compagnie que nous sommes des hommes et des femmes de demain et que nous sommes capables de prendre nos responsabilités dans le creux de nos mains.

Le Comité V.D.L. du Lamentin

Lamentin le 5/12/81

GREVE DES DISTRIBUTEURS D'ESSENCE DE LA MARTINIQUE

Les distributeurs d'essence ont fait grève du mercredi 2 au lundi 7 décembre en Martinique. Leur principale revendication était une augmentation de leur marge bénéficiaire de 6 centimes par litre d'essence. A côté de cela, il y avait un conflit interne opposant les gérants des stations aux représentants des compagnies pétrolières, les gros capitalistes comme Hayot, Cottrell, Delahoussaye et Plissonneau ou Dormoy, c'est-à-dire en réalité les plus grosses fortunes du pays !

La grève s'est arrêtée sur beaucoup de promesses et notamment sur celle que les gérants de stations ne seront pas oubliés lors de l'augmentation de 32 centimes à intervenir au début du mois de janvier.

Une fois de plus, c'est le consommateur qui devra payer la note.

LES ETUDIANTS DE FOUILLOLE PROTESTENT !

Les étudiants de Fouillole font la grève des cours depuis le 4 décembre 1981.

Les étudiants dénoncent le fait que nombre d'entre eux ne peuvent être logés à la Résidence Universitaire et doivent donc supporter de lourds frais de transport ou de pension. A l'U.E.R. Droit, les locaux sont insuffisants en nombre et en capacité d'accueil.

- 381 étudiants en 1ère année de Droit pour 224 places disponibles.

- 248 étudiants en 1ère année d'Economie pour 112 places.

- 323 en 1ère année de Capacité pour 224 places.

Par ailleurs la quasi-inexistence de personnel de surveillance favorise, affirment les étudiants, les vols, agressions, dégradations.

Face à tous ces problèmes les étudiants exigent :

- l'extension des locaux de l'U.E.R. Droit

- un encadrement pédagogique adéquat

- des mesures de sécurité

- la création de nouvelles structures d'hébergement et d'un foyer socio-culturel

- la mise en place d'installations sportives.

Les étudiants sont résolus à lutter jusqu'à satisfaction de leurs revendications ; ils ont déjà organisé une manifestation de rue le 8 décembre, qui a été un succès.

Contre l'incurie de l'administration et le manque de crédits, les étudiants ont bien raison de faire entendre leur voix.

COUP DE COLERE AU LEP DU LAMENTIN (MARTINIQUE)

Le lundi 7, les élèves du LEP du Lamentin, et principalement ceux des sections industrielles se sont mis en grève pour exiger que l'administration tienne les promesses qu'elle avait faites lors de la grève d'il y a un mois.

Dans un tract distribué par le Comité Voix des LEP, les élèves dénoncent les faits (voir tract VDL).

Aussi, très tôt un grand nombre d'élèves se sont rassemblés dans le LEP et ont sommé Abaul, le Proviseur du LEP de donner les explications. Abaul a rejeté la faute sur ses subordonnés en disant que ce sont eux qui ont mal rempli les Bons de commande du matériel, ce qui fait que même si les outils étaient arrivés, ils ne pouvaient pas être débloqués.

En ce qui concerne l'atelier, Abaul a répondu que ce n'était pas de sa faute si celui-ci était en mauvais état : cela fait des années selon lui qu'il a signalé la chose et les services de l'Equipement n'ont toujours pas fait les réparations nécessaires.

Les élèves sont alors allés constater que le matériel était bien présent et que l'on allait le débloquent immédiatement. Ils ont décidé de reprendre les cours le lendemain mardi 8.

Cela montre qu'au Lamentin, les élèves demeurent vigilants et ne sont pas prêts à se laisser faire, et qu'ils feront en sorte que l'administration tienne les promesses faites.

LA DROGUE : UN MAL AUQUEL SEULS LES TRAVAILLEURS PEUVENT METTRE FIN

Les Martiniquais ont pu suivre il y a une semaine un débat sur les problèmes de la drogue. Après avoir projeté un film mettant en scène des drogués de Thaïlande ainsi qu'un documentaire montrant de jeunes rastas s'affirmant par ailleurs comme étant des fumeurs de marijuana, il y eut un débat au cours duquel les participants ont condamné l'usage des drogues.

Mais l'impression que nous pouvions avoir en face d'un tel débat est celui de l'impuissance. Car comment faire pour arrêter l'augmentation de la consommation de marijuana ? La répression ? La prison de Fort-de-France est remplie de jeunes fumeurs de marijuana ou petits trafiquants. Continuellement, les tribunaux condamnent d'autres jeunes, les saisies de paquets de drogue sont toujours aussi nombreuses, et pourtant il y a toujours autant de jeunes qui continuent à fumer.

Non, la véritable question que nous devons nous poser est celle-là : pourquoi y a-t-il autant de personnes, non seulement à Fort-de-France, mais jusque dans les communes ou les quartiers les plus reculés, qui sont poussés à consommer de la marijuana ? L'explication que ce sont des rastas ne tient pas, d'autant plus que bien avant que le mouvement rasta ne s'implante en Martinique, il y avait déjà des consommateurs de mari-

juana !

Si tant de gens se réfugient dans la drogue, au risque de la prison d'abord pour quelques-uns, mais aussi en mettant en jeu leur santé, c'est que la raison est beaucoup plus profonde.

Quel avenir la société propose-t-elle à ces dizaines de milliers de jeunes ?

Du travail ? Il n'y en a pas sur place ! Le jeune martiniquais est poussé soit à végéter, ou encore à émigrer en France s'il veut trouver un emploi !

Avoir du travail ici, en Martinique, quand on est jeune, Noir et Pauvre,

quand on n'a pas de « filon », est un hasard ! Alors que la société devrait normalement faire en sorte que tout un chacun ait un emploi et qu'il puisse subvenir à ses besoins, eh bien, cette tâche n'est pas remplie en Martinique.

Par contre, la société des flics, des juges et des patrons à défaut de donner du travail aux jeunes, sait leur distribuer de la matraque ou des années de prison. On donne plus facilement une place à la geôle de Fort-de-France qu'un emploi à un jeune Martiniquais.

Et une fraction de la jeunesse, sans espoir en l'avenir, sans confiance en elle-même se réfugie dans la consommation de la marijuana !

Et c'est pourquoi la répression est bien impuissante face à ce problème. On aura beau mettre en prison, condamner, pour-

chasser des drogués, il s'en trouvera encore plus.

La même société qui nous condamne, nous travailleurs à nous esquinter au travail et à suer des richesses pour les gros et les puissants, cette même société condamne toute une fraction de la jeunesse à l'oisiveté et pour certains d'entre eux au vol ou à l'usage de la drogue.

C'est à cette société d'exploitation, d'oppression et de misère qu'il nous faut mettre fin. Il nous faut mettre fin à la société des riches et des possédants qui

ne sont riches et possédants que parce qu'il y a des dizaines de milliers de personnes qui triment pour eux, tandis que d'autres milliers sont condamnés au chômage, et poussés dans la voie de la drogue.

Une Martinique, sans chômage ; mais aussi, sans exploitation, sans racisme, sans domination des uns sur les autres donnera aux jeunes d'autres raisons d'espérer que celle dans laquelle nous vivons. Et c'est pourquoi elle pourra mettre fin à l'usage de la drogue.

J.B

NORELEC GREVE VICTORIEUSE POUR LE 13 E MOIS

Au mois de novembre, les travailleurs de NORELEC ont fait 11 jours de grève pour exiger : le 13ème mois, la revalorisation de la prime de transport et l'aménagement d'un local syndical.

Les patrons n'ont pas cédé facilement. Ils s'attendaient à ce que les travailleurs reprennent le travail après épuisement et découragement.

Il a fallu que le directeur reçoive une avalanche de reproches et de protestations de la part des travailleurs, dans son bureau, pour que des solutions soient trouvées. Les travailleurs ont dénoncé le comportement raciste de la direction, les privilèges accordés aux chefs blancs.

Dans cette entreprise, en effet, tous les responsables sont des blancs : le sous-directeur M. Brusson (ex-instituteur) et deux chefs de travaux nommés directement de France. L'un

de ces chefs n'est même pas qualifié.

Cette entreprise anonyme qui a plusieurs agences, en Martinique en Guyane et en Guadeloupe, monte de grosses installations électriques (groupes électrogènes, lignes...) sur des chantiers importants. Elle fait donc d'énormes profits.

En tout le personnel blanc qui dirige en Guadeloupe en profite pour se payer des avantages (réparation de bateaux etc... au compte de l'entreprise).

Et c'est tout cela que les travailleurs sont allés leur dire. Le ton montant, le duront céder. Le 13ème mois fut accordé, des garanties ont été données pour le transport et le local syndical.

Mais ce mouvement est resté au travers de la gorge des patrons. C'est pour cela que, sans scrupule, ils ont tenté de licencier un travailleur.

ECHOS DE LA GREVE DE LA SOCALTRA (MARTINIQUE)



DELATTRE-LEVIVIER NOUS AVONS REVEILLE REIN !

Voulant nous faire cesser notre grève, Rein vient dire doucement à l'un de nous que « l'on peut discuter, pendant que tout le monde travaille ».

Mais l'ouvrier lui a répondu que c'était bien ce que l'on faisait le mercredi 25 à l'Inspection du Travail ! Mais ce jour-là c'est lui qui n'a pas voulu discuter !

VENREDI : SON TOMBÉ

Vendredi 4 le tambour a parlé à la Socaltra. On a entendu différents rythmes, mais celui qui eut le plus de succès, ce fut : « La pli tombé, jou ké couché et sé Rein ké tombé ». Un air à retenir !

REIN CHERCHE LE COMITE D'ENTREPRISE IL TROUVE LE COMITE DE GREVE

Alors que nous jouons aux dominos, Rein vient nous trouver en disant qu'il voulait discuter avec les membres du Comité d'Entreprise. Mais ceux qui étaient présents ont tout de suite dit qu'il n'y avait ni Comité d'Entreprise, ni délégués du personnel, mais qu'il y avait des ouvriers en grève et que c'est le Comité de Grève qu'il recevrait.

Et c'est bien avec le Comité de Grève que Rein dut discuter.

Effectivement pendant la grève nous sommes tous des délégués !

PAS DERANGE NOU EN DOMINO-NOU !

Au Comité de grève, Rein proposa 105 H de prime de fin d'année, mais il dit que pour le jury professionnel et l'heure d'information

syndicale c'était toujours non. Le Comité répondit alors que si c'était pour de tels propos il pouvait s'abstenir de nous déranger dans notre partie de dominos !

BOIRE UN PETIT COUP C'EST AGREABLE

Pendant que l'on était dans son bureau climatisé on s'aperçut qu'il y avait encore du whisky dans la bouteille de Rein qui était sur le frigo. Comme on avait soif et que Rein ne nous offrait pas à boire, on s'est servi.

On a enfin pu connaître le goût du whisky que Rein a l'habitude de boire tout seul dans son bureau. Eh bien ce n'est pas mauvais !

BASSIN DE RADOUB A LA CAMIC

Le patron de la Camic a cédé 165 H de prime de fin d'année et la Saint Eloi, par crainte qu'il y ait une grève sur le Bassin.

Effectivement il a peur de voir le Bassin paralysé, car les profits qu'il fait sur notre dos sont très importants. Une journée de grève signifierait pour lui une perte d'argent considérable.

C'est une chose à retenir.

A LA SIGER

Le nouveau directeur a promis la Saint-Eloi et la possibilité d'avoir le 13ème mois l'an prochain. Il a dit aussi qu'il était prêt à donner 2 heures d'information syndicale par mois.

Mais tout cela ce ne sont que des promesses et des paroles. Aussi, à nous de les faire appliquer !

UN REMBOURSEMENT PARTIEL

Bien sûr les patrons du Bassin ont cédé partiellement sur nos revendications. Mais nous ne devons nullement perdre de vue que notre qualification est beaucoup trop basse et que cela ne coûte finalement pas cher aux patrons de nous donner le 13ème mois ou la Saint-Eloi. Ce n'est jamais qu'une petite partie de l'argent qu'ils nous volent quotidiennement.

Nous les avons obligé à nous en rembourser un peu cette fois, mais il faudra bien que l'on fasse les comptes un jour !

APPEL AUX CHÔMEURS

Le comité de lutte des chômeurs de la santé appelle tous les chômeurs à se regrouper le mardi 15 décembre à 7 H précises à la maison des syndicats en vue d'organiser une action.

COURRIER DES LECTEURS

Nous avons reçu d'une lectrice du Lamentin la lettre suivante :

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance les faits suivants qui ne sont que trop révoltants.

Je suis mère d'une famille de dix enfants. Il faut savoir que j'assume seule la charge de ces dix enfants. De plus, j'ai également à charge une mère impotente à 100%, c'est-à-dire paralysée, incapable de se déplacer et ayant déjà 74 ans, malade ainsi depuis près de 25 ans maintenant.

Et c'est bien à des fins de soins que je me rends ce jeudi 19 à 14 H 30 au cabinet du Dr Copeau rue des Barrières au Lamentin. N'ayant par mes propres moyens aucune possibilité de me déplacer et de transporter ; je prends donc soin ce jeudi de demander un rendez-vous pour le lendemain vendredi, le temps donc que la municipalité mette à ma disposition une ambulance pour le transport du malade. Le rendez-vous est donc pris pour le lendemain et je précise au docteur sitôt que j'aurai l'ambulance. Puisqu'il fallait bien mettre au point ce rendez-vous étant donné qu'il s'agissait de l'hospitalisation urgente de ma mère au plus mal.

Le lendemain je m'amène au cabinet du médecin et le temps de le joindre à l'intérieur, je laisse ma mère allongée dans l'ambulance.

Arrivée face au médecin dans le couloir menant à son cabinet, je lui fais entendre que ma mère était dehors comme convenu, et que nous étions à sa disposition pour l'auscultation.

C'est à ce moment, qu'avec une brutalité hors du commun, le médecin m'invectiva violemment sans toutefois m'expliquer les raisons de sa mauvaise humeur et je me trouvais bien incapable de m'expliquer son comportement agressif.

Et, alors que je lui rappelle que rendez-vous était déjà pris et qu'il n'avait aucune raison de s'énerver ainsi, qu'il, en ce geste indécent et indigne d'un médecin, me donna le dos et me ferma violemment la porte au nez. Pourquoi un tel comportement vis à vis de moi ?

Pourquoi avoir délibérément laissé ma mère sans l'avoir consulté alors qu'un

rendez-vous était pris ?

Deux règles importantes ont été transgressées par ce médecin. L'assistance à un malade d'une part, et celle plus élémentaire de la politesse.

Des gestes qui restent jusqu'ici inexplicables et intolérables. Et c'est bien parce que je me trouve ulcérée par un tel comportement que j'ai pensé que cela ne pouvait rester sous silence.

Et c'est bien parce que je pense que vous vous ferez l'écho de ma colère que je vous adresse Monsieur le Directeur de publication cette lettre qui veut moins mettre en accusation un homme que réhabiliter un métier si nécessaire à l'homme.

Madame Mitrail Irénée
Croix Rivail
Lamentin Martinique

Nous avons reçu d'un groupe de résidents du quartier de Fonds Duclos à Schœlcher la lettre suivante, qui met en cause l'incurie de la Municipalité de Schœlcher.

Depuis plusieurs mois déjà, nous habitants du quartier « Fond Duclos », nous n'avons donné de cesse à notre mécontentement.

Nous avons dénoncé une première fois déjà dans les colonnes de certains journaux, l'état déplorable dans lequel se trouve la route menant de la départementale à notre quartier. A cette occasion, il nous avait été répondu : « que les travaux ne pourraient commencer qu'une fois terminée la réfection des berges de la rivière Coco ».

Mais voilà, cela fait plus d'une année maintenant que les travaux entrepris par l'armée sont terminés sur les berges de la rivière et la municipalité n'a toujours pas commencé les travaux de route.

Il est vrai, que la municipalité, par l'intermédiaire de messieurs Bertrand, maire, et Richard, chef des travaux n'a jamais été à court de promesses car c'est ou bien : « la réfection est prévue » ou encore : « les travaux vont démarrer ».

Devant une telle situation, l'exaspération gagne certains habitants du quartier qui ne peuvent tolérer plus longtemps que la municipalité se moque ainsi d'eux.

QUAND LE GRS JOUE LES DÉLATEURS...

Dans le numéro de « Révolution Socialiste » du 5 décembre, nous avons trouvé un article qui aurait pu tout aussi bien être écrit par Souquet-Basiège ou Boulogne dans le journal d'extrême droite « Guadeloupe 2000 ». Cet article intitulé « Entendu sur les ondes de RCI » commente d'une manière allusive l'interview d'un de nos camarades faite par Caneval dans l'émission « 5 questions, 5 réponses » sur RCI.

Dans cet article, le GRS joue les délateurs, l'auteur fait un véritable appel à la répression contre notre camarade, et se comporte réellement comme un « flic ».

Que les dirigeants du GRS ne soient pas d'accord avec nous sur le problème des Noirs pauvres et du racisme officiel qui existe dans ce pays, c'est leur droit. Qu'ils l'expliquent et polémiquent politiquement avec nous, en des termes violents s'ils le veulent, c'est leur droit. Mais qu'ils en arrivent, en guise d'arguments à faire de la délation gratuite, à se comporter en flic des autorités coloniales, à l'encontre des militants anticolonialistes, c'est tout simplement pitoyable.

Leur hargne de petits-bourgeois contre des militants qui s'expriment en faveur des pauvres de leur pays les entraînent à avoir une attitude proche de l'extrême droite.

Quant à leur position réelle, on la cherche jusqu'à présent. A moins que le GRS n'ait décidé de s'intéresser aux problèmes des « Blancs pauvres » comme il le dit lui-même. C'est bien le problème qu'ils posent dans leur article. Alors qui sont ces blancs pauvres en Guadeloupe et en Martinique ? Combien sont-ils ? Comment et où vivent-ils ? De qui veut parler le GRS ?

Pour nous, les classes pauvres, les malheureux, les exploités, les chômeurs,

les travailleurs qui vivent dans les cours boueuses de toutes les communes de la Guadeloupe comme Boissard, Morne-à-l'Eau, Petit Bourg, Baie Mahault, etc... ce sont des Noirs. Cela est la réalité. Et c'est avec ceux-là, les Noirs pauvres, quels que soient les moyens qu'ils utilisent que nous avons choisi de nous battre. Car c'est bien pour eux que le changement doit avoir un sens véritable. Non pas uniquement pour des intellectuels ou des petits bourgeois qui commencent à chauffer les places sur lesquelles ils se voient déjà installés.



Affiche du GRS : contre le racisme des Blancs... en Afrique du Sud !

Il est quand même fort révélateur et bien hypocrite de lire dans un même numéro de Révolution Socialiste deux articles à la gloire de Fanon, le théoricien mais aussi le combattant anticolonialiste et quelques lignes plus loin, un autre article, montrant du doigt un militant anticolonialiste qui ose dire au micro d'une radio appartenant à des Blancs riches, qu'il soutient ceux du « comité anti-

génocide contre les Noirs en Guadeloupe ».

Mais ce n'est guère étonnant de la part de ces militants qui sont plus à l'aise pour parler de la lutte au Salvador, au Nicaragua où des hommes et des femmes se battent, eux, le fusil à la main, que lorsqu'il s'agit de se confronter aux véritables problèmes de leur pays.

Cela est plus facile et demande moins d'intervention personnelle. Cela permet peut-être aussi de garder les mains « blanches » et de se réclamer de la pureté orthodoxe.

Cela ne permet sûrement pas de forger un parti de combattants, des travailleurs et des pauvres de ce pays.

En guise de politique, le GRS préfère plutôt « coller » à certains dirigeants syndicaux pour se donner une allure ouvrière. Attitude qui les entraîne à dénigrer l'existence d'un comité de grève lorsqu'il est impulsé par des militants de base, (qu'ils qualifient de militants de C.O.), comme lors des récents mouvements de grève au Centre hospitalier de Pointe-à-Pitre. Mais lorsqu'un comité de grève est propulsé par des dirigeants syndicaux, et du MASU de surcroît, cette forme d'organisation des travailleurs devient juste.

Dans les luttes qui se déroulent depuis plusieurs années, on ne peut pas dire que le GRS se soit distingué par le radicalisme de ses positions. Il préfère « attendre » pour se retrouver assis dans les comités de soutien. Cela a été aussi sa position lors des manifestations violentes du GLA, l'an dernier. Faire la morale et « attendre » sans jamais dire franchement, en pleine lutte, quel camp ils soutiennent, voilà l'attitude des dirigeants du GRS. Il est bien plus facile de faire des commentaires !

Marianne Tibus

DOMINIQUE : UN EXEMPLE DU MÉPRIS DANS LEQUEL LE GOUVERNEMENT TIENNT LES PAUVRES DE CE PAYS.

Nous publions ci-dessous la traduction d'un tract publié par l'Alliance Party (parti de gauche à la Dominique, qui vient de l'ancien DLM).

Les faits que le tract dénonce montrent bien combien est répressif le gouvernement soi-disant libéral de Miss Eugénia Charles, et en quel mépris elle tient la population pauvre de la Dominique.

Les faits que le tract dénonce montrent bien combien est répressif le gouvernement soi-disant libéral de Miss Eugénia Charles, et en quel mépris elle tient la population pauvre de la Dominique.

« Dimanche 29 novembre, un homme âgé de Citronier organisa une expédition de recherche pour son fils disparu dont on lui avait dit qu'il avait été abattu par la

police dans les hauteurs de Giraudel.

Le groupe de recherche trouva le corps d'un jeune homme de 21 ans, partiellement décomposé près de son propre jardin à Giraudel.

Le père fut capable d'identifier le corps de son fils d'après ses mains, ses doigts, ses orteils et le pantalon qu'il portait.

Le nom du père est Philipp Bobb, celui du fils, Kennedy Bobb.

Le père alla alors au Quartier Général de la police, leur rapporta ce qu'il avait vu et demanda à la police de lui ramener le corps de son fils de manière à ce qu'une autopsie soit faite pour déterminer la cause de la mort et pour lui donner des funérailles chrétiennes décentes ; et pour mener une enquête sur les circonstances de sa mort.

La police promit de retourner le voir mais ne l'a pas fait jusqu'à maintenant.

Le père écrivit alors au chef de la police et ministre de l'Intérieur, Brian Alleyne. Mais jusqu'à maintenant, il attend une réponse claire.

Et maintenant, le corps d'un homme pourrait sur le sol de la Dominique, sa terre natale, comme si c'était le cadavre d'un chien ou de n'importe quel autre animal.

Voilà ce qu'est devenue la Dominique.

La vie d'un homme compte pour rien. Le fils d'un paysan pauvre ; un pauvre Dominicain ; trop pauvre pour vivre ; trop pauvre pour que l'on recherche rapidement les causes de sa mort, et trop pauvre pour qu'on trouve la nécessité de lui donner des obsèques décentes.

Pourquoi la police et le gouvernement hésitent-ils autant à chercher la cause de cette mort singulière ? ».

JOUGWA-MAGWA, MAGWA-JOUGWA COMBINES ET COUPS BAS, MODE D'EXISTENCE DU MOUVEMENT NATIONALISTE BOURGEOIS

Le Journal Guadeloupéen (Jougwa) a cessé de paraître. Provisoirement ou définitivement ? Seul l'avenir le dira. Mais la situation actuelle est l'aboutissement des divergences existant entre les membres de l'équipe rédactionnelle de Jougwa. Bien sûr Jougwa a constitué dès son origine un regroupement un peu hétérogène (bien que situé dans sa totalité à l'intérieur du mouvement nationaliste bourgeois guadeloupéen) de rédacteurs ayant des « sensibilités » différentes. La venue au pouvoir de la gauche mitterrandiste en France a rendu inévitable l'écartement de la tendance Jougwa.

L'ex-directeur de publication Zandrionys accuse aujourd'hui ses anciens collaborateurs de se laisser séduire par les sirènes socialistes. Jacky Dahomay et quelques autres dénoncent en retour le fait que Zandrionys se soit laissé récupérer par l'U.P.L.G. et qu'oubliant les injures, les coups et les voies de faits d'un passé récent, il ait accepté d'être téléguidé par l'U.P.L.G. pour torpiller Jougwa. Mais ce qui semble causer le plus de peine

et de rancœur impuissante aux anciens (et peut-être futurs) amis de Zandrionys, c'est le coup de force réalisé par celui-ci. En effet Zandrionys ayant été mis en minorité en ce qui concerne le choix de l'orientation à venir de Jougwa, il lui fut demandé de céder à un autre sa place de directeur de publication. Notre homme fit mine de se soumettre puis sans rien dire à ses petits camarades, il annonça publiquement, à FR3 et par d'autres médias, la fin de la parution de Jougwa, le lancement par lui, Zandrionys d'un nouveau journal mensuel, le Magazine Guadeloupéen (Magwa ?). En outre il rappelle que c'est lui Zandrionys qui est légalement le seul propriétaire du titre Journal Guadeloupéen et il menace donc, à mots à peine couverts, de poursuivre devant les tribunaux tous ceux qui tenteraient de ressusciter ce qu'il a enterré.

Combines, coups bas, crocs-en-jambes, on voit qu'il n'y a rien de bien nouveau sous le ciel nationaliste. Depuis ses origines, le mouvement nationaliste est gangrené par de telles méthodes. Elles parsèment toute son histoire

et elles lui tiennent lieu de politique parce que ce mouvement est par sa nature même fondamentalement anti-démocratique.

Hier Zandrionys et Kissoun se faisaient proprement tabasser par l'U.P.L.G. de Rupaire et Cie.

Aujourd'hui ils sont en route pour rejoindre cette même U.P.L.G. (Peut-être même sont-ils déjà arrivés et installés).

Aujourd'hui Dahomay et Zandrionys, les petits copains d'hier, se vilipendent l'un l'autre par dessus le cadavre de leur enfant commun. N'est-ce pas tout simplement pour pouvoir mieux s'embrasser demain et se retourner ensemble contre la chose qui effraye le plus tous ces petits bourgeois, c'est-à-dire la volonté de la classe ouvrière de s'organiser et de se contrôler elle-même démocratiquement et indépendamment de la petite-bourgeoisie.

Max Rodon

SUITE DE L'EDITORIAL

entre Dominicains et Guadeloupéens qui prennent un cours très aigu ces derniers temps. Des groupes de jeunes se sont même déjà constitués en groupe d'auto-défense armé pour réagir disant « contre les Dominicains ».

Evidemment, du même coup soufflé un vent de xénophobie dans les milieux pauvres contre les Dominicains, alimenté par les méfaits souvent réels de certains malfrats de la Dominique.

On rend responsable pêle mêle, tous les Dominicains de cette situation, ce qui est loin d'être le cas. Les statistiques récentes démontrent une recrudescence de la criminalité chez les jeunes Guadeloupéens notamment. En matière criminelle les émigrés n'ont pas le monopole des atrocités. Le violeur d'une fillette de cinq ans arrêté il y a quelques jours, n'est pas Dominicain, ce nous semble, mais Guadeloupéen.

Cela ne rend pas son forfait moins odieux, loin de là...

Mais, cela méritait d'être souligné pour dire que chez les pauvres, les malheureux, des bidonvilles, le crime, le vol, le viol, n'ont pas de nationalité. Quand on connaît la misère extrême dans laquelle sont élevés bien des jeunes Guadeloupéens, des faubourgs comme bien des Dominicains, ou des Haïtiens dans leur propre pays, on peut imaginer le désespoir qui gagne bon nombre de ces jeunes et qui les emmène à commettre toutes sortes de crimes.

En réalité, c'est le pouvoir colonial, le pouvoir des blancs, soutenu par quelques noirs aisés qui est responsable de la violence qui s'exerce entre noirs pauvres dominicains et guadeloupéens. Encore une fois ce sont les noirs pauvres des deux communautés qui sont les victimes de l'incurie de l'administration coloniale dirigée par des blancs qui eux, par contre, vivent à l'abri dans leur quartier « réservé » à la Marina, Bas du Fort, ou autres quartiers résidentiels.

Ces blancs riches et ces noirs aisés puisent largement dans ces quartiers pauvres les travailleurs, bonnes, jardiniers, laveurs, nécessaires à leur vie de riches. Ils exploitent ces noirs pauvres guadeloupéens ou dominicains d'ailleurs, sans vergogne pour des salaires de misère.

Boissard, la cour Zamia ou Lacroix font penser à ces ghettos d'Afrique du Sud que les Noirs rejoignent après avoir travaillé toute la journée dans la ville blanche.

D'ailleurs, bon nombre de blancs riches et de noirs aisés ne profitent-ils pas bien de la situation qui leur fait encore mieux exploiter un Dominicain (à qui on ne verse ni sécurité sociale ni aide sociale d'aucune sorte) qu'un Guadeloupéen qui « vaut plus cher »... ?

Voilà où se trouvent les véritables causes de la misère et de la violence qui règnent chez les noirs pauvres et dans leurs quartiers. Le pouvoir blanc en est responsable et en tire profit. Et c'est contre lui que les pauvres retourneront leur violence accumulée.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

CIF Pointe-à-Pitre

Commission paritaire

N° 51728